



Assemblée générale

Distr. générale
23 octobre 2001
Français
Original: anglais/français

Cinquante-sixième session Cinquième Commission

Point 17 f) de l'ordre du jour

Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations : nomination de membres de la Commission de la fonction publique internationale

Nomination de membres de la Commission de la fonction publique internationale

Note du Secrétaire général

1. Comme indiqué dans le document A/56/106, l'Assemblée générale sera appelée, à sa présente session, à nommer cinq personnes pour pourvoir les sièges qui deviendront vacants à la Commission de la fonction publique internationale (CFPI), à compter du 1er janvier 2002.

2. Les membres de la Commission dont le mandat arrive à expiration le 31 décembre 2001 sont les suivants :

M. Mario **Bettati** (France);
M. João Augusto **de Médicis** (Brésil);
Mme Lucretia F. **Myers** (États-Unis d'Amérique);
M. Alexis **Stephanou** (Grèce);
M. Ku **Tashiro** (Japon).

Il faudra donc nommer :

Un membre du Groupe des États d'Asie;
Un membre du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes;
Trois membres du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États.

3. Les États Membres ont présenté les candidatures ci-après :

a) Pour le siège revenant aux États d'Asie :

M. Minoru **Endo** (Japon);

b) Pour le siège revenant aux États d'Amérique latine et des Caraïbes :

M. João Augusto **de Médicis** (Brésil);



c) Pour les trois sièges revenant aux États d'Europe occidentale et autres États :

M. Mario **Bettati** (France);
Mme Lucretia F. **Myers** (États-Unis d'Amérique);
M. Alexis **Stephanou** (Grèce).

4. La nomination des membres de la CFPI est régie par les dispositions des articles 3, 4 et 5 du Statut de la Commission. En application de ces dispositions, et conformément aux paragraphes 3 et 4 de la partie II de la résolution 43/226 de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1988, le Secrétaire général a entrepris des consultations avec les États Membres, par l'intermédiaire des présidents des divers groupes régionaux, avec les chefs de secrétariat des autres organisations du régime commun, avec les représentants du personnel par l'intermédiaire de la Fédération des associations de fonctionnaires internationaux et du Comité de coordination des syndicats et associations autonomes du personnel du système des Nations Unies, et avec le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

5. Il ressort des consultations avec les États Membres que la candidature de M. Minoru Endo est soutenue par le Groupe des États d'Asie, celle de M. João Augusto de Médicis, par le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes, et celles de M. Mario Bettati, de Mme Lucretia F. Myers et de M. Alexis Stephanou, par le Groupe des États d'Europe occidentale et autres États.

6. Le Secrétaire général soumet donc, pour examen, à la Cinquième Commission la liste des candidats ci-après proposés pour pourvoir les postes vacants à la Commission de la fonction publique internationale pour un mandat de quatre ans à compter du 1er janvier 2002 :

M. Mario **Bettati** (France);
M. Minoru **Endo** (Japon);
M. João Augusto **de Médicis** (Brésil);
Mme Lucretia F. **Myers** (États-Unis d'Amérique);
M. Alexis **Stephanou** (Grèce).

7. Les curriculum vitae des candidats sont présentés ci-après.

Mario Bettati (France)

Né le 7 novembre 1937 à Nice

Titres

Diplômé de l'Académie de droit international de La Haye (promotion de 1967).

Docteur d'État en droit (1970).

Lauréat de la faculté de droit et des sciences économiques de Nice (prix de thèse, 1970).

Lauréat de l'Association nationale des docteurs en droit (prix 1970).

Lauréat de l'Académie diplomatique internationale (prix 1986 pour son livre sur les réfugiés).

Professeur agrégé des facultés de droit.

Fonctions universitaires

Professeur à l'Université de Paris II.

Directeur du diplôme et du Centre de « droits de l'homme et droit humanitaire » à cette université.

Doyen honoraire de la faculté de droit de Paris-Sud.

Missions d'enseignement et de recherche à l'étranger

À l'Institut international des droits de l'homme (1986); à l'Université de New York (School of Law) en juin 1987; à l'Université de Harvard et à la Tufts University à Boston en octobre 1987; au Collège universitaire français de Moscou en octobre 1991 et 1993; à l'Université de Genève en 1996, aux Universités de Brasilia et São Paulo en 1997; à l'Institut international de droit humanitaire (San Remo) en 1998-1999.

Autres fonctions nationales et internationales

Conseiller auprès du Ministre dans le cabinet de M. Bernard Kouchner, Secrétaire d'État à l'Action humanitaire (1988-1992), puis dans le cabinet de M. Georges Kiejman, Ministre délégué auprès du Ministre d'État Ministre des affaires étrangères (1992-1993).

Membre de la délégation française à l'Assemblée générale, Troisième Commission (depuis 1990).

Membre français de la Commission de la fonction publique internationale de l'ONU (depuis 1990).

Vice-Président de la Commission nationale consultative des droits de l'homme depuis 1966; Président de la Sous-Commission du droit et de l'action humanitaires auprès du Premier Ministre français.

Publications

Presse écrite. Articles dans : *The Washington Post*, *International Herald Tribune*, *Le Monde*, *L'Express*, *Le Nouvel Observateur*, *Le Point*, *La Vie*. Coresponsable du cahier spécial du journal *Le Monde* sur la Déclaration universelle des droits de l'homme (5 décembre 1998).

Périodiques scientifiques. Plus de 130 articles sur les organisations internationales, le droit international et les fonctionnaires internationaux, dans des revues juridiques ou administratives et rapports à des colloques en France et à l'étranger.

Émissions de radio et télévision. France 2, Paris Première, France-Inter, France-Culture, L. C. I. France 2 et FR3 sur des questions humanitaires ou de droits de l'homme. Coauteur de la série commémorative de la Déclaration universelle des droits de l'homme sur France 2 en 1998.

Livres récents. *Le recrutement et la carrière des fonctionnaires internationaux*, Recueil des cours de l'Académie de droit international de La Haye (Leyde, Pays-Bas, 1988); *L'ONU et la drogue*, Paris 1995, Éditions Pedone, Paris; *Le droit d'ingérence, mutation de l'ordre international*, Paris 1996, Éditions Odile Jacob; traduction en portugais : *O direito de ingerência mutação da orden internacional*, Éditions Institut Piaget, Lisbonne 1997; *La Déclaration universelle des droits de l'homme*, commentaires, Gallimar, coll. « Folio actuel », Paris, 1999; *Le droit humanitaire*, mars 2000 aux Éditions du Seuil à Paris.

Activités éditoriales et directions de recherches

Membre du Comité de rédaction de la *Revue générale de droit international public*.

Membre du Comité de rédaction de la *Revue politique et parlementaire*.

Directeur de la collection *Perspectives juridiques et économiques* (Economica – Paris).

Directeur et/ou préfacier d'une cinquantaine de thèses de doctorat d'état en droit dont une quinzaine en cours (Droits des organisations internationales, Droit international humanitaire, Fonction publique du système des Nations Unies des communautés européennes, et Droit de l'Union européenne).

Activités associatives et/ou humanitaires

Président de l'Association française pour les Nations Unies.

Président d'honneur de La voix de l'enfant, fédération de 51 associations pour l'aide à l'enfance en détresse).

Président d'honneur d'Academus (association de concerts et d'enseignement musical).

Minoru Endo (Japon)

Date de naissance : 6 août 1932

Études

1957 Université de Tokyo, faculté de droit.

Carrière professionnelle

1973-1975 Directeur de la Division des affaires générales,
Secrétariat du Ministre
Ministère des affaires étrangères.

1975-1976 Conseiller à l'ambassade du Japon aux
États-Unis d'Amérique.

1976-1978 Conseiller à l'ambassade du Japon en Espagne.

1978-1983 Directeur général adjoint,
Bureau des affaires économiques,
Ministère des affaires étrangères.

1983-1986 Ministre, Mission permanente du Japon
auprès des organisations internationales
à Genève et Consul général du Japon à Genève.

1986-1987 Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire,
Mission permanente du Japon auprès des organisations
internationales à Genève.

1987-1990 Directeur général du Bureau des Nations Unies
Ministère des affaires étrangères.

1990-1993 Ambassadeur chargé des affaires économiques
internationales.

1993-1996 Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire,
Représentant permanent du Japon auprès des
organisations internationales à Genève.

Représentant permanent auprès du GATT et de l'OMT.

Grandes conférences et réunions

1988 Représentant à la troisième session extraordinaire de
l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au
désarmement.

1988-1995 Conseiller, Assemblée générale.

1991-1994 Représentant à la réunion des parties contractantes à
l'Accord général sur les tarifs douaniers et le
commerce.

1993-1996 Représentant du Gouvernement à la Conférence
internationale du Travail.

- 1994 Représentant au Comité des négociations commerciales au niveau ministériel, Marrakech (Maroc).
- 1994-1996 Représentant à l'Assemblée mondiale de la santé.
- 1996 Représentant suppléant à la neuvième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.
- 1996 Représentant à la deuxième session de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.
- 1995-1999 Chef de délégation à la Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.
- 1997 Président du Groupe consultatif chargé d'examiner les mesures propres à augmenter le nombre de fonctionnaires internationaux de nationalité japonaise.

Langues

Anglais, espagnol et français.

João Augusto de Médicis (Brésil)

Date et lieu de naissance : 18 août 1936, Recife (Brésil)

Études

Académie diplomatique du Brésil, cours préparatoire, Instituto Rio Branco, 1958.

Carrière

Troisième Secrétaire, 1959;

Deuxième Secrétaire, 1961;

Premier Secrétaire, 1967;

Conseiller, 1973;

Ministre, 1976;

Ambassadeur, 1981.

Affectations professionnelles

1961	Attaché au Bureau du Ministre des relations extérieures.
1962	Chef adjoint du protocole.
1967-1969	Chef adjoint du personnel du Bureau du Ministre des relations extérieures.
1969-1970 et 1975-1979	Introducteur des ambassadeurs.
1979-1981	Responsable de la liaison avec le Congrès.
1981-1982	Chef du protocole.
1983	Chef du Département du Moyen-Orient.
1996-1999	Secrétaire général adjoint à la gestion, Ministère des affaires extérieures.
1962-1966	Mission auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York, Deuxième Secrétaire.
1966/67-1980	Chargé d'affaires par intérim, Port-au-Prince.
1970-1973	Premier Secrétaire/Conseiller, Londres.
1973-1975	Conseiller, Buenos Aires.
1984-1986	Ambassadeur, Nairobi; Ambassadeur (non résident), Kampala; Ambassadeur non résident, Port-Louis; Ambassadeur (non résident), Addis-Abeba;

	Représentant permanent auprès du Programme des Nations Unies pour l'environnement et du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat), Nairobi.
1987-1990	Représentant permanent auprès de la FAO, du FIDA et du PAM, Rome.
1991-1994	Ambassadeur, Varsovie.
1994-1996	Ambassadeur, Beijing.
1995	Ambassadeur (non résident), Oulan Bator.
1999 à ce jour	Ambassadeur, Santiago du Chili.

Lucretia F. Myers (États-Unis d'Amérique)

Lucretia F. Myers est actuellement membre de la Commission de la fonction publique internationale, composée de 15 membres, qui fixe les conditions d'emploi des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales. Nommée pour la première fois membre de la Commission en 1992, elle a été par deux fois réélue pour un nouveau mandat de quatre ans, à compter de janvier 1994 et de janvier 1998.

Mme Myers a pris sa retraite de la fonction publique fédérale des États-Unis en février 1998. Au moment de son départ à la retraite, elle était conseillère principale pour les régimes d'assurance retraite et d'assurance maladie et d'assurance-vie au Bureau de la gestion du personnel des États-Unis.

Elle avait été auparavant Sous-Directrice des plans d'assurance au Bureau de la gestion du personnel des États-Unis. En cette qualité, elle supervisait les plans d'assurance maladie et d'assurance-vie des employés et retraités de l'Administration fédérale ainsi que de leurs familles. Le Programme de prestations de santé des employés fédéraux est le régime d'assurance maladie subventionné par l'employeur le plus important des États-Unis. Il compte une dizaine de millions d'assurés auprès de 375 compagnies d'assurance maladie qui perçoivent des primes représentant quelque 16 milliards de dollars. Le Bureau percevait également des primes représentant plus de 1,6 milliard de dollars et versait des prestations se chiffrant à 1,5 milliard de dollars par an au titre du régime d'assurance-vie des fonctionnaires fédéraux.

De janvier 1987 à août 1993, Mme Myers a été Directrice exécutive du Merit Systems Protection Board (MSPB) des États-Unis dont elle dirigeait les programmes et les opérations ainsi que celles de ses 11 bureaux régionaux. Le MSPB est un organisme aux pouvoirs quasi judiciaires chargé de protéger les employés contre les abus que pourrait commettre l'Administration et réalise des études sur la fonction publique pour veiller à ce que les pratiques en matière d'emploi soient fondées sur le mérite.

Avant sa nomination au Merit Board, Mme Myers a exercé diverses fonctions au bureau de la gestion du personnel des États-Unis, dont les suivantes : Sous-Directrice adjointe à l'administration, responsable des questions budgétaires et administratives ainsi que du traitement électronique des données et de la gestion des ressources humaines; Sous-Directrice adjointe chargée du respect de la réglementation et des enquêtes, responsable de l'un des plus grands programmes d'enquêtes de moralité dans le secteur civil ainsi que des programmes d'évaluation de la gestion du personnel et d'information sur les fonctionnaires; Directrice adjointe du régime des pensions de retraite et, par la suite, Directrice adjointe du Département des politiques en matière de rémunération et de prestations où elle était chargée d'administrer le programme de droits à prestations de l'Administration fédérale, qui occupe le quatrième rang parmi les programmes de ce type et d'orienter la politique du plus grand programme de rémunération et de prestations du monde.

Peu après son arrivée au Bureau de la gestion du personnel en 1979, Mme Myers a été nommée Directrice du personnel et responsable des questions relatives à l'égalité des chances dans l'emploi. Elle venait du Département de la Force aérienne, où elle avait occupé plusieurs postes dans la gestion des ressources

humaines, dans plusieurs lieux d'affectation. Au cours de sa carrière, elle a occupé des postes techniques, de direction ou de décision dans la quasi-totalité des domaines de la gestion des ressources humaines, dont le classement des emplois et l'administration des rémunérations, la gestion de l'emploi et les relations avec les employés, le recrutement et la dotation en effectifs, la formation et le perfectionnement.

Mme Myers a été membre du Military Health Care Advisory Board du Département de la défense et assurait la liaison entre le Bureau de la gestion du personnel des États-Unis et le Conseil d'administration de la Foundation for Accountability. Elle a été nommée au Senior Executive Service en 1980 et est diplômée du Senior Executive Fellows Program de la John F. Kennedy School of Government de l'Université de Harvard (1983). Au cours de sa carrière dans la fonction publique des États-Unis, ses qualités professionnelles remarquables lui ont valu de nombreuses récompenses, dont le Presidential Rank Award of Distinguished Executive.

Alexis Stephanou (Grèce)

Date et lieu de naissance : 13 juillet 1926 à Paris

Études

Université d'Athènes, 1946-1950
Diplôme en sciences politiques et en économie.

Université nationale d'Australie
Canberra, 1972-1973.

Séminaires sur la théorie des relations internationales et l'histoire des idées politiques.

Expérience professionnelle

1945-1951	Fonctionnaire de l'information à la Division de la presse étrangère du Sous-Secrétariat de la presse et de l'information, Athènes.
1951-1953	Attaché d'ambassade au Ministère des affaires étrangères, Athènes.
1953-1957	Vice-Consul à Jérusalem, Secrétaire de la représentation diplomatique en Israël. Consul général par intérim et représentant diplomatique (juin 1956-janvier 1957).
1957-1958	Deuxième Secrétaire à l'ambassade de Grèce à Ankara.
1958-1962	Premier Secrétaire à l'ambassade de Grèce à Londres.
1962-1964	Chef de la Section des affaires turques au Département des questions politiques du Ministère des affaires étrangères.
1964	Membre de la délégation grecque à la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Paris.
1964-1969	Conseiller à l'ambassade de Grèce à Nicosie.
1969-1971	Représentant permanent adjoint, Mission permanente auprès de l'Office des Nations Unies à Genève; Représentant permanent par intérim (octobre 1970-avril 1971).
1971-1974	Ambassadeur de Grèce en Australie et en Nouvelle-Zélande.
1974-1978	Ambassadeur de Grèce en Bulgarie.
1979-1982	Chef de la Division des organisations et conférences internationales au Ministère des affaires étrangères, Athènes;

	<p>Membre du conseil supérieur des promotions et transferts au Ministère des affaires étrangères;</p> <p>Membre du Comité d'examen du barème des ajustements applicable au personnel du Ministère des affaires étrangères en poste à l'étranger;</p> <p>Chef de la délégation grecque aux deuxième et troisième Conférences d'examen des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (1980-1985);</p> <p>Membre des groupes de travail de l'Organisation des Nations Unies sur le désarmement et la non-prolifération et sur la coopération politique en Europe (Président de ces groupes de juillet à décembre 1983);</p>
Octobre 1982	<p>Président du jury de l'examen d'entrée dans le service diplomatique;</p> <p>D'août 1980 à décembre 1982, Président du Comité chargé d'administrer un fonds spécial de contributions volontaires constitué par le personnel du Ministère des affaires étrangères.</p>
1983-1985	<p>Missions spéciales pour le Ministère des affaires étrangères :</p> <p>Représentant de la Grèce à la troisième Réunion des Parties contractantes à la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution (février-mars 1983);</p> <p>Représentant de la Grèce aux sessions de fond de 1983 et 1984 de la Commission du désarmement à New York; Vice-Président de la Commission à la session de 1984, réélu pour la session de 1985.</p>
Décembre 1984	<p>Promu au rang d'ambassadeur.</p>
Février 1985	<p>Prend sa retraite du service diplomatique conformément à la loi prévoyant la retraite obligatoire à l'âge de 58 ans pour les fonctionnaires ayant 35 ans de service ou davantage.</p>
1979-2000	<p>Missions spéciales pour le Ministère des affaires étrangères :</p> <p>Membre de la délégation grecque de la trente-quatrième à la cinquante et unième session de l'Assemblée générale [représentant de la Grèce à la Commission politique spéciale (1979-1981) et à la Première Commission (1982-1998 et 2000)];</p> <p>Représentant de la Grèce aux sessions de fond de la Commission du désarmement à New York (1986-1989 et 1992);</p>

Membre suppléant du Conseil supérieur des promotions et transferts au Ministère des affaires étrangères;

Président de groupes de travail sur le désarmement et la non-prolifération et sur la coopération politique en Europe (juillet-décembre 1988 et janvier-juin 1994).

1986 à ce jour Membre de la Commission de la fonction publique internationale.

Autres activités et affectations

1979-1982 Membre du Comité exécutif de la Commission nationale hellénique pour l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture;

Membre du Conseil d'administration du Centre culturel européen de Delphes (Grèce);

Membre du Comité exécutif de la Commission nationale hellénique pour le Fonds des Nations Unies pour l'enfance.

1983-1984 Membre du Conseil d'administration de l'Institute for East-West Security Studies, New York.

1983-1992 Chargé de cours au Collège de la défense nationale à Athènes.
